

Témoignage de Raoul Mille, directeur de l'action internationale à IRSTEA,

13 juillet 2017

« Des séances en plénière, je retiens la perception alarmante par les représentants de nombreux pays des cinq continents des impacts déjà ressentis et vécus du réchauffement climatique et de des risques naturels (sécheresse, inondations, tempêtes, ...) qui en découlent. »

La participation aux trois premiers jours du FPHN/HLPF 2018 (9 au 12 juillet) a été passionnante et extrêmement enrichissante. Je soulignerai rapidement quelques points pour inciter à des nouvelles participations françaises pour l'édition 2019 !

La participation effective au FPHN/HLPF permet, in situ et de vivo, de mieux comprendre le processus onusien de suivi de la mise d'œuvre de l'agenda 2030. Des échanges directs et informels sont possibles avec les représentants des 193 pays membres de l'ONU, grâce à leurs interventions en séances, les nombreux « side-events » (plus d'une centaine) et les rencontres au déjeuner et aux pauses-café entre les séances. En plus des représentants ministériels qui constituent généralement les délégations nationales, il faut aussi citer les nombreux représentants d'ONG, d'acteurs internationaux (FAO, OCDE), et de représentants de la société civile. En plus des échanges sympathiques et intéressants avec les membres de la délégation française, j'ai pu aussi déjeuner avec deux membres chinois du personnel permanent de l'ONU, en charge de la communication « UN Web TV » (webtv.un.org) ou avec des représentants de la Tunisie, très au fait des financements de l'expertise dans leur pays (par le centre et réseau des technologies climatiques !).

Trois jours sont bien trop courts pour pouvoir rencontrer et échanger avec tout le monde mais les comptes-rendus de la délégation française permettent de continuer d'être informé, presque « *en live* », de tous les débats et interventions (voir sur www.agenda-2030.fr). A noter aussi les comptes-rendus journaliers sur <http://www.iisd.org/> ou la possibilité de suivre toutes les séances plénières sur le webtv.un.org cité ci-dessus.

Une première appréciation sur la situation mondiale

Des séances en plénière, je retiens la perception alarmante par les représentants de nombreux pays des cinq continents des impacts déjà ressentis et vécus du réchauffement climatique et de des risques naturels (sécheresse, inondations, tempêtes, ...) qui en découlent. Le concept de résilience est largement approprié par les pays qui conçoivent et mettent en œuvre des stratégies et programmes de résilience, tant socio-économiques que techniques et environnementaux.

Si l'Agenda 2030 et la mise en œuvre des ODD sont portés par les gouvernements avec des intensités variables, ils se déclinent aussi au niveau régional et local et ce par l'initiative de très nombreux acteurs locaux (collectivités territoriales, villages, associations de protection de l'environnement ou des droits de l'homme). Cette déclinaison à toutes les échelles des territoires est jugée indispensable.

La contribution attendue de la science et des technologies aux réponses aux enjeux de l'agenda 2030 (télécommunications, internet, intelligence artificielle, robotique, impression en 3 D) est partagée et saluée par les pays riches mais aussi les pays les moins avancés. Soulignons tout particulièrement l'apport de la téléphonie mobile avec de très nombreux exemples cités de l'appropriation de ses services (notamment dans les systèmes des alertes précoces). La crainte souvent exprimée d'un risque éventuel de fossé « technologique » croissant relativise néanmoins cet optimisme.

Deux side-events

Une session spécifique portait aussi sur la nécessaire acquisition de données « *better data for sustainable development* » et surtout sur des données désagrégées par genre, niveau de vie, handicaps, ... et ce à toutes les échelles géographiques, afin d'être au plus près de la réalité et de ne pas être induits en erreur par des valeurs moyennes.

Notons aussi la participation des experts du groupe de scientifiques de haut niveau en charge de la préparation du rapport « *Global sustainable development report* » (GSDR) dont JP Moatti (IRD) est membre. Leur rapport sera publié en 2019. Le FPHN a permis de nombreux échanges avec les membres de ce groupe dont l'experte finlandaise E. Furman, de l'Institut finlandais de l'environnement avec lequel Irstea coopère en continu dans le cadre du partenariat européen PEER, ou E. Murniningtyas qui a présenté en séance les quatre axes principaux de ce rapport (le rôle de la science dans la compréhension de la complexité des ODD ; les liens et compromis entre ODD ; la nécessité d'améliorer le lien entre science et politiques ; la contribution de la science au pilotage/suivi des ODD et le besoin d'interdisciplinarité de la science pour le développement durable).

Où en sommes nous ?

Des trois jours d'interventions, je retiens aussi l'importance de la création permise par l'Agenda 2030 d'un cadre d'analyse et de langage commun (enjeux, objectifs, démarches systémiques et intégrées, approche multipartenariales,...). L'Agenda 2030 pourrait ainsi être qualifié de processus d'apprentissage collectif de la pensée complexe et systémique, et ce, sur les cinq continents à la fois. De nombreux exemples cités par les représentants des pays membres explicitaient la construction d'approches multiacteurs et intégrées permettant de construire des politiques publiques nationales, régionales ou locales utiles en évitant l'approche insuffisante des enjeux par des actions pensées en silos.

Selon les ODD, et selon les cibles, un optimisme raisonnable s'est exprimé ou une vraie inquiétude sur la capacité de certains pays à atteindre les objectifs pour 2030. Certains proposent d'ailleurs déjà un élargissement du cadre temporel de la réflexion jusqu'à 2050 (rapport « [transformations to achieve the sustainable development goals](#) » de l'initiative World in 2050 coordonnée par l'IIASA). Le bilan d'avancement de l'ODD 7 « énergie » était en tout cas un plaidoyer enthousiaste pour les énergies renouvelables qui se développent très rapidement sur les cinq continents, que ce soit le solaire, l'éolien mais aussi la géothermie ou le « refroidissement par les océans », et ce dans les pays avancés ou moins avancés. Il était peu question dans cette session de l'énergie nucléaire (notons que l'Agence internationale d'énergie atomique est intervenue dans deux séances pour expliquer l'apport, non pas de l'énergie nucléaire, mais des technologies nucléaires pour une meilleure gestion de l'eau notamment -meilleure estimation des ressources).

Bien sûr, on peut sourire de constater qu'à chaque présentation bilan d'ODD, certains intervenants soulignent que « leur ODD » est le plus important de tous. Cela a été dit pour l'eau (ODD6), pour l'énergie (ODD7) et aussi les villes (ODD11) mais dans l'ensemble le lien des ODD les uns aux autres, dans une synergie positive ou en concurrence, a bien été perçu par la communauté internationale présente.

Et les finances ?

Dans l'ensemble, le financement nécessaire pour atteindre les ODD semble bien insuffisant (rien que pour l'obtention des données, il faudrait 208 millions de dollars de plus annuellement). Le budget global cumulatif annuel nécessaire pour bien atteindre les ODD serait, lui, de 200 milliards et devrait provenir de l'augmentation de l'aide au développement, du financement renforcé des pays eux-

mêmes et du secteur privé (sans que dans les sessions que j'ai pu suivre, cette piste soit très explicitée).

Il y a eu d'ailleurs aussi eu plusieurs charges contre le système économique jugé trop libéral et inégalitaire et aboutissant à trop de concentration de richesses. Jeffrey Sachs, de l'université de Colombia, insistait sans ambiguïté sur ce point dans un ton presque libertaire, et a reçu l'approbation d'une majorité des délégations. L'injuste répartition des richesses produites est un constat et un point difficile de l'agenda 2030 ; j'aurai aimé pouvoir suivre des sessions plénières abordant plus en profondeur ce point. Les interventions des minorités (peuples autochtones, handicapés) ont plusieurs fois apporté de l'émotion et un retour aux réalités (« *reality check* »), nécessaire pour garder les pieds sur terre dans ces assemblées.

Il faudrait aussi parler très longuement de l'ODD6 (eau). Louons ici juste l'intervention du Partenariat français pour l'eau (PFE) à la session plénière, appelant à la création de réunions politiques intergouvernementales régulières sur les questions de l'eau et d'assainissement, intervention reprise et soutenue par l'Allemagne, le Mexique, la Finlande, et l'IUCN. La crise de l'eau (pour reprendre certains intervenants) n'est pas pour demain. Elle est déjà présente dans un très grand nombre de pays. Et les chiffres de 1000 enfants mourant par jour des causes d'une eau non salubre, de près de 2 milliards d'humains vivant déjà en situation de sérieux stress hydrique (situation croissante), invitent à renforcer toutes les activités conduisant à une meilleure gestion de l'eau disponible et à une réutilisation autant que possible des eaux usées en mobilisant l'IWRM, la coopération transfrontalière, des stratégies de résilience, des solutions basées sur la nature et aussi des technologies modernes en soutien à une gouvernance raisonnée et démocratique.

Les Français face aux ODD et au FPHN

Ces trois jours suscitent de très nombreuses interrogations quant à l'appropriation souhaitable de l'Agenda 2030 par les acteurs français de la recherche et de l'enseignement supérieur, de la contribution française au processus annuel des HLPF (stands, sessions parallèles, messages,...), et sur le processus lui-même.

Il est heureux de constater que la diplomatie française s'approprie également la « langue Agenda 2030 » Elle déclinera sans doute cette approche toujours plus dans sa diplomatie économique, scientifique et culturelle. Nous pourrions d'ailleurs prévoir un side-event un soir à l'Institut français de New York, nous permettant, à l'issue de la première semaine, de faire un point entre nous « *en live* » et peut être aussi débattre avec la communauté française de New York (concept à travailler).

En conclusion rapide, je ne peux que renouveler mes remerciements à toute la délégation française et au PFE en particulier qui a préparé la venue de l'IRSTEA.

Au plaisir de vous retrouver tous en France ou, *why not*, à l'édition 2019 à New York.

Irstea échangera en tout cas dans les prochaines semaines et mois avec les autres acteurs français du PFE, d'Agreenium et d'Allevi pour penser dès à présent à notre participation active à la délégation HLPF2019 !

Et si 2019 c'est déjà demain, 2030 c'est presque après-demain...et sans doute se prépare déjà dans quelques années. C'est donc durant les toutes prochaines années qu'il faut intensifier notre action collectivement. Tant pour que notre pays devienne un pays exemplaire en ODDs, que pour nos nombreux partenaires dans le monde, contribuant chaque année à l'indispensable gouvernance durable de notre planète qui a besoin de nous tous pour redevenir « *great again* ».

Continuez d'alimenter le site de l'agenda-2030 et les whatsapp de la délégation !!

C'est une joie de vous lire ! et au vu des enjeux, ce n'est que l'union qui pourra faire la différence
(aucune allusion au football de dimanche).